

Réconciliations

Sous les cendres de la Guerre froide couvaient les « bons » auspices du rapprochement américano-russe. Depuis la chute de l'Empire soviétique, la configuration de l'échiquier international ne cesse de se modifier au gré des événements et de nouvelles alliances entre les anciens adversaires des deux blocs. L'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), loin de s'essouffler avec la fin de la confrontation Est-Ouest, accueille à présent au sein de ses organes de concertation l'ennemi tant redouté de la veille. Pour ne pas aiguïser la jalousie, c'est le plus souvent par grappes que les ex-satellites de Moscou, vassalisés du temps du partage de l'Europe et de la gloire de l'Empire, sont intégrés dans les nouveaux schémas d'un Pacte atlantique revisité : car à la sécurité collective s'ajoute désormais l'assistance économique d'une intégration dûment réfléchie.

Alors qu'il y a moins d'un an la Russie rappelait son opposition catégorique à l'intégration des pays baltes à l'OTAN – ce qu'elle avait d'ailleurs fermement posé comme condition *sine qua non* lors de l'accession à l'indépendance de ceux-ci –, elle a accepté en mai 2002, à Rome, de former un Conseil Russie-OTAN. Certes, elle ne participe pas aux engagements des membres de l'Alliance, mais ce rapprochement constitue une étape supplémentaire vers la paix, l'intégration progressive au sein du système néo-libéral et l'interdépendance. Pour les pays baltes, nul doute qu'il s'agisse là d'une avancée considérable qui pourrait bien accélérer leur propre intégration à l'OTAN, à moins que Moscou n'en profite pour élever de nouvelles barrières ? Pourtant, il paraîtrait préjudiciable de ne pas accéder aux revendications de l'Estonie, de la Lituanie et de la Lettonie, tant en termes de développement économique que de sécurité. C'est dans ce cadre que Matthieu Chillaud, doctorant à Paris II, fait le point sur les mesures de confiance et de sécurité en vigueur dans la région de la mer Baltique, tandis que Céline Bayou, analyste-rédactrice au *Courrier des pays de l'Est* – La Documentation française – et doctorante à l'INALCO, se penche sur le rôle et la place de Saint-Pétersbourg dans la Russie actuelle et son environnement régional.

S'il n'est pas réaliste de présager des suites du rapprochement américano-russe pour le moment, les attentats de New-York et de Washington en septembre 2001, et la lutte anti-terroriste engagée par la Maison Blanche, auront largement favorisé cette nouvelle entente. Le Président de la Fédération de Russie, Vladimir Poutine, a été le premier à présenter ses condoléances et à affirmer son soutien au Président américain et à son peuple, après les attentats du 11 septembre. Cela ne signifie pas que cette solidarité soit totalement dénuée d'arrière-pensées, notamment dans le cadre du conflit meurtrier qui se déroule en Tchétchénie et que les champions occidentaux des droits de l'homme prenaient plaisir à dénoncer hors de toutes considérations géopolitiques et sécuritaires. Il va de soi que les raisons de l'acharnement russe à conserver le territoire tchétchène ne justifient pas les exactions et les crimes commis par les deux camps. Toutefois, le conflit ne peut être réduit aux massacres qu'il engendre.

Depuis, les États-Unis accompagnés par leurs alliés et soutenus par Moscou, sont intervenus massivement en Afghanistan pour y déloger les forces obscures d'*Al Qaida* et renverser le pouvoir des Talibans. Une fois de plus, l'Afghanistan se trouve au cœur d'une intervention étrangère et d'une lutte d'influence à vocation régionale.

Mais le peuple afghan se trouve aussi à une période charnière de son histoire qui déterminera sous peu l'avenir du pays. C'est exceptionnellement, en prévision de la tenue de la *Loya Jirga* de juin 2002, que paraît dans ce numéro l'entretien de S.E. Monsieur Zalmay Haquani, Ambassadeur d'Afghanistan en France, ainsi qu'un document présentant la composition détaillée de ce « Grand Conseil » qui aura pour mission de désigner un gouvernement de transition. La Conférence inter-afghane de Bonn¹ a précisé que la *Loya Jirga* serait chargée de mettre en place un exécutif pour une durée de un an et demi, période pendant laquelle devra être élaborée une nouvelle constitution.

Une des difficultés majeures en Afghanistan réside dans l'équilibre des pouvoirs entre les différentes communautés ethniques, linguistiques et religieuses qui peuplent les provinces, autrement dit dans la juste répartition des postes gouvernementaux et administratifs. L'actuel gouvernement dit « intérimaire », dirigé par Hamed Karzai (d'origine pachtoune), a dû ménager les susceptibilités et répondre aux revendications des seigneurs locaux pour préserver l'unité nationale, assurer sa propre efficacité sur l'ensemble du territoire afghan et éviter les querelles intestines qui avaient ravagé Kaboul après le départ des troupes soviétiques. C'est ainsi que Abdullah Abdullah et Younès Qanouni, tous deux représentant l'Alliance du Nord, ont été nommés respectivement aux Affaires étrangères et à l'Intérieur ; Rachid Dostom (Ouzbek), présenté comme un seigneur de la guerre aux méthodes quelque peu barbares, a accédé au poste de vice-ministre de la Défense sous la tutelle de Mohammed Fahim (Tadjik), l'actuel ministre de la Défense. Il faut dire que dans un pays exsangue, où les combats font encore rage à certains endroits et où la sécurité n'est pas encore complètement rétablie, le pouvoir central n'a d'autres choix que de s'appuyer en partie sur les chefs locaux pour tenter de faire respecter ses décisions. La démilitarisation des factions armées qui accompagne logiquement la mise en place de la force internationale de sécurisation (ISAF) limitée à Kaboul et à ses environs, n'est pas encore acquise. Cependant, la *Loya Jirga* constitue un espoir puisqu'elle rassemble toutes les composantes du corps social afghan, et qu'elle a vocation à faire évoluer le système politique.

La question de l'aide internationale et du soutien des Occidentaux au futur gouvernement de transition revêt une importance cruciale, puisqu'à travers le fonds unique pour la reconstruction, créé à Tokyo sous les auspices de l'ONU, le pouvoir central de Kaboul dispose d'un rôle stratégique en matière de distribution de l'aide internationale. Si les États-Unis ont prévu une enveloppe de 325 millions d'euros, dont une partie provient de fonds initialement destinés au continent africain, l'Union européenne près de 550 millions d'euros et que l'Arabie Saoudite a promis de participer à hauteur de 240 millions d'euros à la reconstruction de l'Afghanistan, les besoins du gouvernement sont évalués à 2 milliards d'euros sur deux ans, période pendant laquelle les rentrées fiscales devraient être très aléatoires pour ne pas dire nulles. Il

¹ La Conférence de Bonn s'est tenue du 26 novembre au 4 décembre 2001.

faut espérer que ces promesses ne resteront pas vaines ; certains pays voisins comme l'Ouzbékistan ou l'Iran pourraient alors être tentés d'investir directement dans des projets de développement locaux, spécialement dans le Nord et dans l'Ouest, privant Kaboul de son pouvoir de décision en la matière.

Pour ce qui concerne le retour dans son pays de l'ex-Roi d'origine pachtoune, Zaher Chah, et même s'il est une figure symbolique pour l'unité de l'Afghanistan, il ne fait pas pour autant l'unanimité. Les longues années d'exil passées à Rome l'ont éloigné de son peuple, et la paix du Roi, quand il était encore au pouvoir, s'était tout de même appuyée sur une répression organisée par ses oncles à l'encontre du mouvement réformateur. À cette époque, le pouvoir restait largement monopolisé par les Pachtoues. Cependant, il faut reconnaître que le Roi et son entourage ne sont pas demeurés inactifs, prônant dès 1999 le recours à la *Loya Jirga* pour pacifier les relations inter-afghanes. En avril 2001, une réunion commune avait rapproché les acteurs du « processus de Rome » favorables à la *Loya Jirga*, et les promoteurs du « processus de Chypre » menés par l'Iran. L'ensemble des participants avait d'ailleurs convié les Talibans à participer aux travaux sur l'avenir de l'Afghanistan, mais l'invitation fut déclinée, ce qui mit fin aux espoirs nés de la rencontre entre les deux « processus ».

C'est finalement la Conférence de Bonn, après le début de l'intervention américaine, qui reprit le flambeau des négociations, et avec l'aide de ses hôtes allemands, fit rejaillir l'étincelle de l'unité afghane. Il reste maintenant à ce que d'une étincelle reprenne la flamme, et que les Afghans meurtris par deux décennies de déchirements et de guerre, puissent allumer les feux de la liberté et de la concorde.

Malgré les incertitudes, M. l'Ambassadeur Haquani, dans son entretien, souligne les signes favorables à l'unité afghane résultant de la Conférence de Bonn et du travail déjà accompli sur le terrain par l'Administration intérimaire : le temps n'est pas aux dissensions mais à la reconstruction dans l'unité. Il plaide largement en faveur d'une approche pragmatique concernant les relations avec les pays voisins de l'Afghanistan, comme à l'égard de la diplomatie américaine ou russe. Il rappelle également la nature spécifique des rapports qui lient la France et l'Afghanistan, en insistant sur la nécessité d'une reprise rapide et concrète de la coopération française tant dans le domaine éducatif ou sanitaire, qu'en matière économique. Résolument positif et optimiste, il indique cependant que le soutien de la communauté internationale demeure prépondérant pour que l'Afghanistan puisse recouvrer la liberté, si chère à son peuple.

Hubert Fabre